



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 10 - avril 2010

Retrouver la voie de l'œcuménisme : un impératif pour l'avenir de Madagascar

La crise politique qui a débuté en janvier 2009 et qui perdure aujourd'hui est la plus grave et la plus longue de l'histoire de Madagascar depuis le retour de l'indépendance en 1960. L'une des raisons majeures de sa gravité et de sa longueur est l'éclatement du Conseil Œcuménique des Eglises Chrétiennes (acronyme en malgache: FFKM). **Pour la première fois en effet, aucune autorité morale n'a pu se faire entendre des politiques. Pour la première fois les sensibilités politiques des chefs d'Eglise ont pris le pas sur les valeurs chrétiennes communes. Pour la première fois, les chrétiens n'ont pas été rassemblés par un message fort de tolérance et de respect mutuel.** Cette perte d'unité du Conseil Œcuménique est une véritable catastrophe nationale car ce fut en grande partie cette unité qui fit de Madagascar l'exception africaine par la résolution pacifique des crises politiques précédentes.

Bref rappel de l'historique de l'œcuménisme à Madagascar

Pour une meilleure compréhension de ce rôle essentiel du Conseil Œcuménique des Eglises Chrétiennes dans la prévention de la violence lors de crises politiques, il nous semble utile de présenter tout d'abord un bref rappel de l'historique de l'introduction du christianisme et de l'œcuménisme à Madagascar.

Au 19^{ème} siècle, la rivalité politique entre l'Angleterre et la France pour le partage notamment de l'Afrique et des îles de l'Océan Indien occidental se manifesta également dans le domaine religieux. Leurs missionnaires respectifs furent en effet les fers de lance de leur pénétration dans les pays convoités. Les missionnaires britanniques marquèrent un point important à Madagascar en réussissant à convertir la Reine et les classes dirigeantes au protestantisme. Mais une entente passée entre la France et l'Angleterre fit par la suite figurer Madagascar parmi les colonies potentielles devant revenir à la France. Les guerres franco-malgaches et la colonisation par la France qui s'en suivit en 1895 freinèrent l'expansion du protestantisme dans la Grande Ile.

L'Eglise protestante devint toutefois pendant la période coloniale un espace de résistance religieuse, de résistance identitaire, de résistance culturelle et par la suite de résistance politique. L'usage de la langue nationale dans le culte, l'existence avant la colonisation d'une intelligentsia protestante et le fort lien affectif établi entre la religion et le « Tanindrazana » (à prendre ici au sens de « berceau du clan familial ») avec la construction de temples dans les zones rurales, contribuèrent à l'émergence et au développement de cette résistance multiforme.

Le catholicisme introduit dans un deuxième temps par les Français cibra par réaction les classes populaires des hauts plateaux et les régions côtières. Ces groupes sociaux acceptèrent plus facilement une déculturation du culte religieux avec l'usage du latin et les relations très paternalistes avec les fidèles d'un clergé catholique longtemps composé de prêtres et de religieux étrangers. Cette déculturation religieuse se doubla d'un affaiblissement de la résistance identitaire, l'enseignement dans les écoles catholiques se faisant uniquement en français. **On peut avancer qu'à quelques exceptions près, les Malgaches catholiques devinrent ainsi francophones et francophiles.** Leur usage de la langue française permit à leurs enfants d'être plus facilement admis dans les collèges et les deux lycées publics d'Antananarivo – les seuls pour l'ensemble du pays jusqu'en 1960 - dans lesquels s'exprimer dans la langue du pays fut longtemps un motif de renvoi.

L'administration coloniale espérait que cette division religieuse prendrait une large dimension politique, avec une division durable des Malgaches entre bourgeoisie et classes modestes sur les hauts plateaux d'une part, entre merinas et côtiers d'autre part. Toutefois, si un réel antagonisme religieux exista entre catholiques et protestants jusqu'au début des années soixante, empêchant notamment les mariages, la diversité des origines des personnalités politiques qui émergèrent à Madagascar au lendemain de la seconde guerre mondiale et les événements de 1947 ont montré que cet objectif ne fut pas totalement atteint. **En effet, la soif d'émancipation du joug colonial était bien nationale.**

C'est pourquoi l'administration coloniale voulut renforcer les ferments de division, notamment en créant le Parti des Dshérités de Madagascar (PADESM) pour tenter de diminuer l'influence des partisans de l'autonomie comme le Mouvement Démocratique de Renovation de Madagascar (MDRM) dont les leaders furent exilés après un semblant de procès. Cette création du PADESM sera, pour le malheur de Madagascar, la grande réussite de la politique coloniale française par son efficacité et sa durée. C'est au sein de ce parti que la France choisira des « dirigeants » malgaches tout à sa dévotion quand il ne sera plus en son pouvoir de maintenir son empire colonial en l'état. **Et depuis cinquante ans, les dirigeants de Madagascar ont toujours appartenu à ce clan politique, bien que le PADESM en tant que parti eût disparu. Marc Ravalomana fut l'unique exception.**

Il est à noter que lors des événements de 1947 et conformément à la position adoptée par l'Eglise catholique dans toutes les colonies françaises, le clergé catholique de Madagascar fut un allié ferme de l'administration coloniale. Il ne fut pas rare de voir des missionnaires un fusil à la main. Toutefois, l'image opposant une Eglise catholique

favorable à la France et une Eglise protestante plus malgache et plus patriote s'effaça progressivement avec la malgachisation du clergé catholique et le développement de l'œcuménisme.

Madagascar terre d'œcuménisme

Madagascar, terre du Fihavanana et de la tolérance, ne pouvait être que terre d'œcuménisme. Le retour de l'indépendance, la malgachisation du clergé catholique et les ouvertures permises par le Concile Vatican II donnèrent aux chrétiens malgaches le contexte favorable pour renouer avec le Fihavanana ancestral. Des prêtres et des pasteurs très motivés firent de Madagascar l'un des pays leaders dans le domaine de l'œcuménisme. **Le Conseil Œcuménique des Eglises Chrétiennes (FFKM) devint une institution dont l'immense autorité morale lui permit d'intervenir d'une façon très positive dans la recherche d'une solution pacifique lors des crises politiques de 1991-1992 et 2001-2002.**

Quelques cercles très occidentalisés – ou plus exactement très francisés, ayant adopté l'anticléricisme d'une école de pensée française – se sont parfois élevés contre cette influence des Eglises chrétiennes dans la vie politique malgache. C'était oublier que cet anticléricisme intransigeant est un trait spécifique de l'histoire française et qu'elle ne constitue en rien un modèle universel. C'était oublier l'importance de la composante spirituelle dans la mentalité malgache. C'était oublier enfin que le manque de démocratie et l'aggravation de la pauvreté, notamment sous la deuxième république, avaient fait des prêtres et des pasteurs les rares défenseurs des opprimés et fait des institutions religieuses des substituts essentiels aux carences de l'Etat dans les domaines de l'éducation, de la santé ainsi que de l'aide d'urgence aux plus démunis. **Tous ces facteurs avaient permis au Conseil Œcuménique des Eglises Chrétiennes d'être reconnu par les Malgaches comme un raïamandreny (« Qui est à la fois le père et la mère ») à qui ils pouvaient faire appel dans les moments difficiles.**

La crise de 2009-2010

Cette crise n'est pas seulement politique, elle est aussi spirituelle avec l'implosion du Conseil Œcuménique des Eglises Chrétiennes. **Peut-être serait-il même plus juste de dire que la crise politique a atteint cette dimension parce que le Conseil Œcuménique avait déjà perdu son unité avant le coup d'Etat.**

Les causes de ce recul de l'œcuménisme sont multiples et les responsabilités évidemment partagées. **Une partie incombe au Président Ravalomanana qui a pratiqué un mélange des genres dommageable en cumulant des responsabilités officielles dans l'Eglise Réformée de Madagascar (FJKM) avec sa fonction présidentielle.** Ce faisant, il a provoqué le ressentiment à la fois des tenants d'une laïcité pure et dure de l'Etat et d'une partie du clergé catholique. **Une autre part des responsabilités incombe aux dirigeants des différentes Eglises représentées au sein du Conseil Œcuménique.** En effet, ces dirigeants n'ont pas su limiter leur champ d'influence à ce qui rassemble, comme ce fut le cas en 1991 où ils réunirent les forces vives de la Nation dans un forum national véritablement représentatif pour élaborer la nouvelle constitution de la troisième république. **Ils cédèrent par la suite à la tentation d'exercer une influence indirecte sur la conduite de l'Etat en recommandant à des postes importants des membres de leurs communautés respectives.** Des personnalités politiques prirent ainsi l'habitude de solliciter l'appui de telle ou telle Eglise pour obtenir un portefeuille ministériel ou une haute fonction au parlement et de se prévaloir de cet appui pour s'y maintenir. **Un changement de premier ministre, de président de l'Assemblée Nationale ou du Sénat n'était plus seulement une affaire d'Etat, c'était devenu également une affaire religieuse aux répercussions potentiellement dangereuses.** A ces pratiques qui sapèrent déjà l'unité du Conseil Œcuménique allait s'ajouter un événement majeur par rapport à la crise : le changement à la tête de l'Eglise catholique de Madagascar alors que Marc Ravalomanana achevait son premier mandat.

Le départ à la retraite en 2005 du Cardinal Razafindratandra, l'un des pères de l'œcuménisme malgache et patriote sensible aux ambitions que nourrissait le Président Ravalomanana pour le pays, fut mis à profit par Mgr Odon Razanakolona, nouvel Archevêque d'Antananarivo, futur Cardinal et nouveau chef de l'Eglise catholique, **pour passer d'une opposition passive au président à une opposition agissante.** L'Archevêque conçut le projet de préparer l'émergence de personnalités politiques à opposer à Marc Ravalomanana. Le Premier Ministre Jacques Sylla et Andry Rajoelina en faisaient partie. Des associations de laïcs catholiques furent par ainsi mises à contribution pour conseiller et encadrer Andry Rajoelina dès sa préparation à la conquête de la mairie de la capitale en 2006. De même, le changement de bord apparemment imprévu de Jacques Sylla ralliant Andry Rajoelina en mars 2009 était en réalité prévu et programmé avec la bénédiction du haut clergé catholique. **Marc Ravalomanana a commis la faute politique de sous-estimer cette opposition catholique, alors que cette opposition mettait en danger l'unité du Conseil Œcuménique, dont l'appui moral lui était pourtant indispensable au vu de la virulence croissante des critiques de la part de ses adversaires politiques et d'une partie des opérateurs économiques.**

Quelle est la situation aujourd'hui ?

L'intrusion de la politique active en leur sein, par l'acceptation de hautes fonctions étatiques de la part de certains responsables, divise les membres des Eglises protestantes (Eglise Réformée de Madagascar ou FJKM et l'Eglise Luthérienne) entre partisans et opposants à Marc Ravalomanana. L'implication manifeste de l'Archevêque d'Antananarivo dans la destitution forcée du président élu divise les religieux comme les laïcs catholiques.

L'Eglise catholique qui avait depuis 1972 joué un rôle important dans l'éducation des citoyens et la défense des droits de l'homme, est muette devant les innombrables exactions commises par ceux qui détiennent le pouvoir de fait depuis un an. **Face à la volonté de la France de revenir aux principes du PADESM en éliminant politiquement Marc Ravalomanana, le haut clergé catholique de Madagascar semble renouer avec sa tradition francophile et une partie des Eglises protestantes semblent renouer avec leur tradition d'opposition à cette politique française.**

L'avenir de l'œcuménisme apparaît sombre. **Mais il subsiste un espoir : l'attachement des laïcs chrétiens à la démarche œcuménique.** Il faut espérer pour Madagascar que la recherche du bien commun rassemble tous les patriotes et que, sous leur impulsion, les dirigeants des différentes Eglises chrétiennes retrouvent le chemin de l'unité au sein d'un Conseil Œcuménique purifié des scories politiciennes.

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Île de la Réunion